

Mesdames et messieurs,  
Bonjour,

C'est avec un plaisir non dissimulé et l'enthousiasme d'une journée qui s'annonce riche que je vous adresse ces quelques mots en ouverture de ce colloque. Même si je ne vous le cache pas, en me levant ce matin, quelques pensées de doute ont traversé mon esprit. Évoquer le doute en politique, en particulier quand on est au gouvernement d'un canton, peut sans doute surprendre et se montrer peu rassurant ... je ne sais pas s'il arrive à mes collègues de partager leurs doutes, je ne sais encore moins si le fait de partager ses doutes est une question de genre ... je laisse la réflexion ouverte ... Mais pourquoi le doute ce matin ... la lecture de la presse et le relais de ses conseils sous forme de « kit de survie » en cas de pénurie d'électricité y est sans doute pour quelque chose. Tout comme mes pensées à l'égard des personnes fuyant l'Ukraine et d'autres pays en guerre ou encore à celle des équipes dans nos services chargées de les accueillir dignement. Sans oublier la perspective de la hausse des primes d'assurance maladie et des coûts d'électricité, l'inflation et son impact en particulier pour les personnes et ménages aux revenus modestes. Une longue liste incarnant les temps tourmentés que nous traversons et pouvant semer le doute sur la légitimité à prendre du recul et à « sortir le nez du guidon » comme nous allons le faire durant cette journée.

Des doutes cependant rapidement dissipés par une très forte conviction. Celle de considérer qu'aujourd'hui plus que jamais notre résilience sera nécessairement collective. Elle implique d'oser se questionner et d'interroger nos politiques publiques. Et quand je vous vois si nombreuses et nombreux, issus du monde académique, mais aussi largement des différentes instances de la société civile, je me dis que je ne suis pas la seule à ressentir ce besoin. Je me réjouis que nous puissions passer cette journée ensemble.

Je remercie sincèrement l'Université de Neuchâtel de nous offrir cette opportunité. Merci à Janine Dahinden, Emmanuel Charmillot et à Aylin Eriksen pour l'organisation de ce colloque, en lien étroit avec mes équipes, en particulier Stéphanie Lachat au SECS, et l'équipe du service de la cohésion multiculturelle. Merci également à tous les intervenant-e-s de la journée.

Avec ce type de rencontre, l'université joue l'un de ses rôles les plus nobles à mes yeux : assurer la diffusion des recherches scientifiques au cœur de la cité. Bien sûr, nous sommes ici dans un cadre académique, avec ses codes propres, qui restent difficilement accessibles à l'ensemble de la population.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre des Assises de la cohésion sociale lancées en mai dernier par mon département de l'emploi et de la cohésion sociale. Je reconnais d'ailleurs certaines et certains d'entre vous qui étaient présents au Théâtre de l'Heure bleue. Vous êtes donc déjà les fidèles des Assises. Je vous remercie de cet intérêt, sur lequel nous espérons pouvoir compter lors de nos futures activités. Cette démarche entend faire remonter du terrain - de la part à la fois des professionnel-le-s et des bénévoles, ainsi que des bénéficiaires et des usagères/usagers de l'action sociale - des impulsions pour améliorer la situation des personnes défavorisées et précarisées.

Les Assises se veulent donc une démarche de co-construction dans laquelle ce colloque fait clairement exception puisque les propos tenus ici ne seront clairement pas accessibles à l'ensemble de la population. Il est organisé par l'Université, avec ses codes propres. Toutefois, il vise à décroquer, du moins aujourd'hui, les murs de cette institution en proposant un dialogue entre

- approches et usages scientifiques d'une part
- et pratiques des diversités d'autre part.

Les défis posés par cette notion de diversité sont énormes, au niveau de ses significations, des relations sociales quotidiennes qu'elle concerne ou encore des inégalités structurelles qu'elle implique. Cela nécessite non seulement la confrontation de différentes expériences et points de vue, mais aussi de réflexions théoriques et empiriques. Plutôt que d'apporter des réponses simples et définitives, cette journée permettra – je l'espère - d'identifier les enjeux principaux à considérer et à visibiliser pour élaborer et appliquer des politiques publiques réellement inclusives. Un débat complexe que nous vous invitons à poursuivre jusque dans vos cercles professionnels, associatifs et même personnels. Car les questions relatives aux diversités s'inscrivent dans un temps long, il n'est pas possible d'y répondre en une seule petite journée.

Nous avons voulu inscrire le thème de ce colloque dans la vie telle qu'elle se vit au quotidien, dans notre canton de Neuchâtel, là où il n'y a pas une diversité, mais des diversités qui se croisent et se lient. Nous devons prendre en compte le caractère intersectionnel des problématiques sociales et des inégalités. Statut social, état de santé, origine, genre, âge, etc : toutes les diversités sont constitutives de notre société et notre projet politique – je parle évidemment ici de mon point de vue de conseillère d'Etat – est de les accepter, de les respecter et de veiller à ce qu'elles ne soient pas causes d'exclusion. En parallèle, nous osons toutefois la question : la politique sociale peut-elle inclure toutes les diversités ? à savoir, pour reprendre une question que nous nous posions le 2 mai dernier : tout le monde est-il insérable ? où placer la limite ? que proposer comme solution alternative ?

Comme évoqué précédemment, ce colloque trouve sa place dans la démarche des Assises de la cohésion sociale.

Premier acte : nous lançons les Assises le 2 mai dernier à la Chaux-de-Fonds

Acte 2 : une large consultation a circulé durant l'été et s'est achevée hier. Nous avons reçu plus de 1000 questionnaires dûment remplis, avec parfois des propositions développées. C'est pour nous un succès, d'autant plus que ces réponses proviennent pour moitié des professionnel-le-s et des bénévoles de l'action sociale, pour l'autre moitié de ses bénéficiaires et usagères-ers. Nous avons donc là un beau panorama de toutes les personnes qui participent à l'action sociale dans notre canton. L'analyse reste à effectuer, mais les premiers résultats permettent de dégager des pistes intéressantes.

Tout d'abord, les 4 thématiques que nous avons identifiées comme les enjeux centraux de la cohésion sociale sont confirmées :

- La valorisation et la reconnaissance de toutes les formes de contribution à la société. L'emploi rémunéré, certes, mais toutes les autres activités non-rémunérées aussi;
- L'accès à un emploi digne ;
- Les droits sociaux et l'accès aux prestations ;

- La capacité à être et rester raisonnablement et durablement mobile d'un point de vue spatial tout en conservant des liens humains et des droits sociaux.

Ensuite – et je vous entends déjà me dire que ce n'est pas vraiment une surprise ☺ – les premières analyses de cette enquête relèvent la complexité des démarches administratives, la difficulté d'accéder à l'information et la dispersion des interlocuteurs semblent constituer les principaux freins à l'accès aux prestations sociales. La stigmatisation associée au besoin d'aide est également fréquemment évoquée, et regrettée.

- Les aides existent, et nous pouvons nous en réjouir.
- Les structures sont en place, mais sont parfois méconnues et certaines prestations sont stigmatisées.
- Les acteurs et actrices du champ social sont engagés, mais fonctionnent sans doute trop « en silo ».

Cela manque de liant, de chair, de « communication » pourrait-on dire. De plus, le fait que des inégalités persistent montrent qu'au-delà d'améliorer l'information, il y a des structures (politiques, sociales, économique) qui privilégient certains groupes de population par rapport à d'autres.

Je me réjouis que l'Université nous soutienne dans le dépouillement et l'analyse des réponses à cette consultation. Sans en tirer de grandes considérations statistiques, je suis certaine que nous pourrons voir se dégager des lignes directrices inspirantes pour les mesures à prendre afin d'améliorer la situation des plus précaires de notre canton.

Aujourd'hui, ce colloque constitue donc l'acte 3 des Assises.

Acte 4 : cet automne, nous organiserons un événement sur chacune des thématiques présentées tout à l'heure.

En octobre, nous aurons une série de podcasts sur les difficultés rencontrées par des femmes et hommes, avec différents parcours de vie, pour s'insérer sur le marché de l'emploi. Des témoignages aussi intéressants les uns que les autres.

En novembre, un événement sera organisé autour des activités essentielles au fonctionnement de notre société mais non rémunérées.

Et en décembre une grande manifestation réunira toutes les personnes qui souhaitent réfléchir ensemble aux difficultés d'accès aux prestations sociales.

A partir de tout cela, nous faisons le pari de dégager les lignes directrices des besoins de la population neuchâteloise pour assurer toujours davantage sa cohésion et son bien vivre-ensemble, ce qui est au cœur de notre mission.

Je remercie encore une fois l'Université de Neuchâtel de nous soutenir dans cette démarche, notamment en organisant le colloque du jour.

Je remercie *NCCR On the move* pour son soutien financier.

Et je vous souhaite une journée riche en inspirations et en ouvertures.

Belle journée à vous toutes et tous  
FNA